

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 16/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERNARDY

Route de Guillaucourt
Chemin du Tour de Ville
80131 Harbonnières

Références : VAT20250237
Code AIOT : 0010000008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARDY
- 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux
- Code AIOT : 0010000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société BERNARDY (Groupe Isaltis) exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques.

La société BERNARDY a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine par l'arrêté préfectoral

du 19 mars 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 2005, 11 juin 2009, 9 novembre 2016, 4 décembre 2023.

L'installation est SEVESO seuil bas par dépassement direct des seuils des rubriques 4510, 4130.2 et 4440.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 7
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux - Azote global	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Rejets aqueux - DCO	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5/ Valeurs limites de rejets aqueux	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Fourniture du réexamen IED - WGC	Code de l'environnement du 24/04/2025, article R. 515-71	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rejets air atelier F	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.2.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Sous-traitance	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.2 et 3.1.12	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	Systèmes d'obturation	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Produits - état des stocks et plan général des stockages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
10	Etanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
15	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article article 5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Mise à jour EDD	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 2.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
17	Contexte-diagnostic sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/12/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
18	Identification et étiquetage des produits	Règlement européen du 16/12/2018, article 17	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Stockage de chlorure ferrique	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux - Azote global

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.8

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

[...]

La concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieurs ou égaux aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

[...]

Azote global 30 mg/l de concentration maximale

[...]

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

Résumé des informations issues de la visite du 08/09/2023:

La quantité d'azote global rejetée dépasse les seuils de concentration maximale. Des actions (dont modification des process) ont été menées afin de limiter les dépassements.

L'exploitant a pour objectif de se conformer au BREF CWW qui prévoit que si les émissions annuelles sont inférieures à 2,5 t/an, le seuil de concentration maximal n'est pas applicable.

Constat du 08/09/2023:

L'exploitant a déposé auprès de monsieur le préfet un porter à connaissance le 3 mars 2023 [afin de demander la modification des prescriptions qui lui sont applicables]. Ce dossier doit être complété.

Le jour de l'inspection du 24/04/2025, l'exploitant précise que le sujet est en attente de la réalisation du réexamen IED en cours de rédaction.

Il précise qu'à sa connaissance le dossier est en phase de finalisation et pourrait être transmis d'ici juillet prochain.

Le constat de la visite d'inspection du 08/09/2023 est maintenu.

Constat : la valeur limite d'émission des rejets aqueux en concentration d'azote global est dépassée; l'exploitant n'a pas apporté l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à l'appui de sa demande d'adapter ladite valeur en prenant en compte les actions qu'il a pu engager pour réduire la quantité d'azote global rejetée au milieu naturel.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Rejets aqueux - DCO

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5/ Valeurs limites de rejets aqueux</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VLE concentration pour DCO = 300 mg_{O2}/L VLE flux pour DCO = 90 kg/j</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 08/09/2023: La valeur limite d'émission en DCO est dépassée.</p> <p>Par courriel du 11/04/2025 en préparation de l'inspection, l'exploitant fournit un document word « bilan DCO » dans lequel figure l'évolution annuelle des concentrations en DCO depuis 2012 et jusqu'en 2024. Lors de l'inspection, l'exploitant précise que ce document présente les concentrations moyennes annuelles des émissions.</p> <p>Jusqu'en 2016 la concentration variait autour de 1200 mg/L, puis jusqu'en 2022 entre 600 et 950 mg/L. En 2023 et 2024 la concentration moyenne annuelle est passée sous la barre des 300 mg/L avec respectivement 250 mg/L et 175 mg/L.</p> <p>L'inspection consulte par échantillonnage les données de DCO collectées sur le logiciel GIDAF au cours de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'année 2023 : elles mettent en avant des dépassements chroniques jusqu'en juin, puis les

concentrations journalières diminuent en cours d'année. Au total ce sont 96 des 180 mesures qui présentent un dépassement.

- l'année 2024 : elles mettent en avant des dépassements ponctuels de la VLE en janvier, février et juillet. Au total ce sont 18 dépassements sur les 74 mesures qui sont constatés. Ces dépassements sont ponctuels mais importants avec des concentrations égales à plus de 4 fois la VLE en mars 2024 et plus de 2 fois la VLE en juillet 2024. Lors de ces pics de concentration les flux journaliers maximum sont également dépassés. En mars et juillet 2024 le flux massique atteint est plus de 2 fois la VLE.

Des dépassements de la VLE sont toujours constatés malgré les actions correctives mises en place par l'exploitant.

Le constat de la visite d'inspection du 08/09/2023 est maintenu.

Le dossier de réexamen IED devra également traiter ce sujet.

Constat: La valeur limite d'émission de concentration journalière et de flux journalier maximum des rejets aqueux en DCO n'est pas systématiquement respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Fourniture du réexamen IED - WGC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/04/2025, article R. 515-71

Thème(s) : Risques chroniques, IED

Prescription contrôlée :

I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

Constats :

L'installation est classée au titre des rubriques 3450, 3420-c, 3420-d et 3410-g

Les 22/12/2022 et 04/04/2024 l'inspection a envoyé des courriers à l'exploitant en vue de la transmission du dossier de réexamen IED vis-à-vis du BREF principal WGC (les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique) au plus tard le 12 décembre 2023.

A date le dossier de réexamen n'a pas été fourni par l'exploitant.

Lors de la visite l'exploitant précise être en train de le finaliser, en vue de sa transmission pour l'été

2025.

Constat : l'exploitant n'a pas encore fourni le dossier de réexamen IED de son établissement (BREF principal WGC) qui devait être transmis au plus tard le 12 décembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets air atelier F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2024

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté où la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

[...]

Constats :

Constat du 08/09/2023 : Le conduit d'évacuation des effluents atmosphériques en sortie de l'extracteur de l'atelier F n'est pas conçu de manière à favoriser l'ascension et la dispersion des gaz à l'atmosphère conformément à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et plus particulièrement

les articles 52 à 57.

Par courriel du 28/03/2025 en préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni les documents suivants :

- bilan rejets atmo 2024 qui présente les données des paramètres surveillés pour les années 2022, 2023, 2024;
- bilan rejets atmosphériques;
- E51373802401R001_Chaudière Gaz - rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par la société DEKRA le 03/07/2024;
- E51373802401R002_Atelier F- Séchoir 198 & Dépoussier Nitrate de Baryum - rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par la société DEKRA le 03/07/2024;
- E51373802401R003_Scrubber 741 & Réacteur 904 - rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par la société DEKRA le 03/07/2024.

Ces rapports mettent en évidence que :

- les concentrations mesurées respectent les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié au niveau des exutoires mesurés.
- aucun relevé n'a été réalisé sur l'exutoire de l'atelier F du fait de l'absence d'orifice de mesure en date de la mesure.
- plusieurs équipements étaient à l'arrêt en 2024 (laveur 1453, réacteur 1125, réacteur 902, réacteur 834, réacteur 187, citerne 540, armoire séchante 213) et n'ont pas fait l'objet de mesure. L'exploitant précise qu'en 2024 ces installations étaient à l'arrêt compte tenu de la baisse d'activité du site.

L'exploitant précise par ailleurs qu'une nouvelle campagne de mesures sera réalisée en avril 2025 sur l'exutoire de l'atelier F qui a été remis en conformité suite au constat du 08/09/2023. Il précise lors de l'inspection que la campagne de mesure sur cet exutoire a été réalisée du 7 au 9 avril 2025 par la société DEKRA et qu'il est actuellement en attente du rapport.

Lors de l'inspection l'exploitant présente par ailleurs des photos et schémas des travaux réalisés afin de mettre en conformité l'exutoire de l'atelier F. Suite à la commande du nouvel exutoire, les travaux ont été réalisés en interne et notamment la création de l'orifice de mesure. L'exploitant a consulté le bureau d'étude réalisant les mesures afin d'en définir les caractéristiques.

Lors de la visite, l'inspection a par ailleurs constaté la présence de ce nouvel exutoire et visualisé l'orifice de mesure.

Constat : l'exploitant n'a pas pu fournir le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de l'exutoire de l'atelier F réalisé en avril 2025. Le constat du 8 septembre 2023 est maintenu dans l'attente du rapport de contrôle des rejets atmosphériques de l'exutoire de l'atelier F.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Sous-traitance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu
Thème(s) : Autre, Permis de feu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure où les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 08/09/2023: L'exploitant a rédigé un projet de document de vérification, mais ce dernier n'a pas encore été validé.</p> <p>Par courriel du 11/04/2025 en préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni la fiche FI SECU 21 indice B signé du 12/04/2013. Ce document cadre la nécessité de rédiger un permis de feu, elle ne correspond cependant pas au document traçant le contenu des vérifications qui été annoncé lors de la précédente visite.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant présente également un permis de feu rempli sur lequel il a ajouté une case pour enregistrer ses actions de vérification.</p> <p>Interrogé par l'inspection, l'exploitant précise que ces vérifications sont systématiques et réalisées dans un délai de 2h et/ou 4h après la fin de l'intervention.</p> <p>Néanmoins lors de l'inspection aucune fiche formalisant le contenu et les modalités de ces vérifications n'a pu être présentée par l'exploitant.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 08/09/2023 est maintenu.</p>

<p>Constat : L'exploitant a rédigé un projet de document de vérification des installations, après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, suite à la délivrance d'un permis de feu, mais il n'a pas encore été validé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.2 et 3.1.12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux d'incendie et pluviales - volumes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.1.2</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants seront collectées vers un bassin d'orage de 100 m³ capable de retenir ces produits. Ces eaux seront contrôlées avant rejet dans le milieu naturel. Le rejet résiduel sera conforme aux spécifications de l'article 3.1.8. du présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Article 3.1.12</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement étanche d'une capacité minimum de 100 m³, ou équipés de systèmes d'obturation permettant de maintenir ces eaux sur le site.</p> <p>[...]</p> <p>Le premier flot (10 mm) des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté dans un bassin</p>

de confinement d'une capacité minimum de 100 m3, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Les bassins, qui peuvent être confondus, sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.
[...]

Constats :

Constat du 12/06/2024 : L'exploitant n'a pas justifié les volumes disponibles pour le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. L'exploitant précisera si le bassin de rétention des eaux pluviales est étanche.

Réponse de l'exploitant du 06/09/2024 : Après étude, le choix a été fait de ne pas mettre en charge le réseau d'écoulement des eaux pluviales pour écoulement vers l'égout chimique. Il a été décidé d'acquérir une pompe à eau thermique pour pompage des eaux dans le regard au coin du bâtiment N ; après obturation ; pour renvoi directement dans la lagune 4 qui est bâchée.
Le bassin de rétention des eaux pluviales actuel (lagune 8) possède un fond dont l'étanchéité est réalisée en argile imperméabilisée.

Par courriel du 11/04/2025 en préparation de l'inspection, l'exploitant a précisé que la lagune 4, dans laquelle les eaux d'extinction provenant du dernier regard avant la lagune 8 sont envoyées, dispose d'un volume de 800 m3. Le fond de la lagune 4 est doté d'une géomembrane depuis sa création.

Il précise également qu'en l'absence de document attestant de l'étanchéité par couche d'argile du bassin eau pluviale (lagune 8) et de l'état de celle-ci, elle ne sera plus utilisée pour la rétention des eaux d'extinction incendie.

Lors de la visite, l'exploitant précise que le réseau aboutissant à la lagune 8 (hors eaux de toiture des bâtiments bureau et laboratoire), a été obturé de manière permanente afin de limiter les actions à mener en cas d'incendie.

Plusieurs explications concernant le plan Réseau Eaux Pluviales_EP daté du 9 août 2016 ont par ailleurs été fournies par l'exploitant (nature des réseaux en pointillés, sens des ruissellements, positionnement des obturateurs,...). Ces éléments mériteraient de figurer de manière claire sur le plan.

L'inspection constate les nouvelles modalités de gestion des eaux sur le site. Les modifications des conditions de gestion des eaux pluviales et d'extinction incendie devront être portées à la connaissance du préfet. Ce dossier devra notamment contenir les éléments suivants :

- plan des réseaux mis à jour.
- volumes disponibles et adéquation avec le besoin (notamment pour la rétention incendie, mais également pour la rétention pluviale qui ne dispose plus de déversoir d'orage en tête). L'inspection note que la lagune 4 est partiellement remplie d'eau.
- modalités de gestion des flux d'eau, notamment l'usage des lagunes 6 et 7 pour la gestion des eaux pluviales.
- compatibilité des revêtements des bassins utilisés. L'inspection note notamment qu'aucun justificatif de l'état de l'étanchéité argileuse des bassins (lagunes 6 et 7 de rétention des eaux pluviales) susceptibles d'être polluées hors incendie ne semble exister, ne permettant

pas de s'assurer de l'absence d'infiltration dans les sols directement au niveau de ces bassins. L'inspection s'interroge par ailleurs sur les modalités de suivi de l'état de l'étanchéité de la lagune 4 dont la géomembrane présente visuellement des traces de nombreux dépôts notamment en provenance de la STEP.

Le constat de la visite d'inspection du 12/06/2024 est reformulé.

Constat: Le plan des réseaux d'eaux n'est pas à jour. Les modalités de gestion des eaux (notamment eaux pluviales et d'extinction incendie) ont été modifiées sur le site et doivent être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires quant au respect des prescriptions applicables au site et plus généralement à ce type d'équipement (capacité disponible, étanchéité, résistance aux produits collectés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Systèmes d'obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.12

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes d'obturation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont [...] équipés de systèmes d'obturation permettant de maintenir ces eaux sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

[...]

Constats :

Constat du 12/06/2024 : Les dispositifs d'obturation ne sont pas signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement ne sont pas définis par consigne. Les eaux d'extinction d'un incendie sont susceptibles d'atteindre le milieu naturel. Il est demandé à l'exploitant de préciser comment est assuré le relèvement des eaux collectées dans l'égout chimique vers la station de traitement des effluents du

site en cas de coupure de courant électrique.

L'exploitant présente les modifications apportées sur les modalités de gestion des eaux. Notamment, le réseau a été obturé de manière définitive afin d'éviter que les eaux polluées aillent dans la lagune 8. La rétention des eaux susceptibles d'être polluées est donc réalisée par la lagune 4 en cas d'incendie ou les lagunes 6 et 7 (ruissellement des eaux pluviales sur voirie notamment).

Ces modifications rendent selon lui caduque le constat précité.

Il précise en outre qu'il est en train de tester les nouvelles modalités de gestion et mettra en place une signalétique adapté à l'issue ainsi que des consignes (il présente un projet lors de la visite).

Lors de la visite l'inspection constate en effet que les équipements nouvellement acquis (puisard, pompe de relevage, canalisations souples, groupe motopompe) sont disponibles mais qu'aucune signalétique n'est présente pour le moment sur le site.

L'exploitant explique par ailleurs qu'en cas de coupure électrique les eaux récoltées dans le caniveau chimique viendront à terme sur les voiries et seront in fine collectées par la pompe de relevage situé au niveau du bâtiment U3 alimentée par un groupe motopompe nouvellement acquis afin d'être renvoyées vers la lagune 4 pour être confinées. L'ensemble de ces éléments devront figurer dans le dossier demandé au point de constat n°5 du présent rapport ainsi que dans le POI.

L'obturation des réseaux vers la lagune 8 est permanente, la rétention est réalisée par les voiries dans un premier temps puis par la lagune 4 après mise en œuvre du groupe motopompe. Le constat de la visite d'inspection du 12/06/2024 est satisfait.

Constat : aucune signalétique sur site et aucune consigne n'existent concernant la gestion des eaux à confiner.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Produits - état des stocks et plan général des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Situation administrative, Produits - état des stocks et plan général des stockages

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Lors de la visite l'exploitant produit :

- un plan de stockage des zones Z1, Z2, Z10 au travers des fiches FI PROD 058 et FI PROD 059.
- un plan global du site où figurent les différentes zones de stockage.

- un état des stocks daté du matin de la visite pour ces mêmes zones ainsi que pour les cuves 1140 et 1465 et les cellules A07a et A07b (demandé par sondage par l'inspection).

- un exemple de recalage de l'état des stocks pour le stockage AG11. Cette liste met en avant les éléments du recalage du 31/01/2025 et notamment un écart pour le code article 48034 (manche? pour 157). L'exploitant précise que le recalage a été réalisé de la même manière sur tout le site.

L'inspection constate que le plan du site n'est pas à jour des stocks réellement présents. Par exemple les cuves 1, 2, 3 et 4 ne sont, selon l'exploitant, plus utilisées, alors qu'elles figurent sur le plan et présentent sur site des indications de présence d'acide.

Les plans de stockage fournis ne sont par ailleurs pas assez précis. Ils présentent un zonage générique (Acide solide, Acide IBC, Eaux mères) sans détailler le produit présent qui peuvent éventuellement présenter des incompatibilités avec d'autres produits (cf. constat n°11).

L'exploitant précise n'avoir à ce jour envoyé aucun état des stocks synthétique à la préfecture. Il explique n'avoir pas compris le niveau de détail attendu. L'inspection l'oriente vers le guide de France Chimie sur le sujet afin qu'il puisse créer cet état des stocks (Évolutions réglementaires État des stocks des matières stockée - T661 de décembre 2021). L'inspection précise par ailleurs que cet état des stocks doit pouvoir être produit à tout moment à la demande des autorités. L'envoi demandé lors de la précédente inspection étant là pour permettre de valider le format.

Lors de la visite, l'inspection réalise un contrôle par échantillonnage de la cohérence entre l'état des stocks et les stocks présents sur site. Il est notamment constaté que:

- il manque 1 palette dans la cellule A07A. Après prise d'information, l'exploitant précise qu'elle a été déplacée dans la journée car non conforme.
- il manque plusieurs palettes dans la cellule A07B. L'exploitant précise qu'elles ont également été déplacées dans la journée en vue de leur utilisation prochaine.
- l'état des stocks présente deux lignes avec des quantités différentes pour la cuve 1465. Toutefois, la masse de 21 t annoncée sur l'état des stocks pour la cuve 1465 correspond à ce qui est lu sur l'automate de mesure de cette cuve.
- la zone Z1 présente un stockage de 20 IBC de sulfate d'ammonium cohérent avec le tonnage présenté dans l'état des stocks.
- la zone Z2 présente un stockage d'un peu plus de 9 palettes d'acide oxalique correspondant au tonnage présenté dans l'état des stocks.
- la zone Z2 présente un stockage d'IBC d'acide phosphorique (2 pleins et 3 dans lesquels il restent environ 1/10ème de la quantité) correspondant au tonnage présenté dans l'état des stocks.

Le constat de la visite d'inspection du 12/06/2024 est partiellement satisfait.

Constat: Le plan des stockages n'est pas à jour et l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il peut mettre à disposition du préfet un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. L'exploitant doit corriger les erreurs dans l'état des stocks (deux lignes correspondant à la cuve 1465).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités, parties d'unités, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement doivent être associées à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires qui devront être parfaitement étanches et adaptés aux produits qu'ils contiennent.</p> <p>Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Constat du 12/06/2025: L'exploitant doit calculer et afficher les quantités maximales admissibles de produits entreposés sur les zones Z1 et Z2. Présence d'un GRV à l'extérieur posé directement sur le terrain naturel sans rétention (près de la station de détoxication).</p> <p>Réponse exploitant 06/09/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Le calcul de la quantité maximale de GRV admissible sur les zones Z1 et Z2 a été effectué en 2021 et est disponible sur la fiche FI ENV 004. Le volume entreposé sur les Z1 et Z2 est vérifié mensuellement par le biais de la fiche contrôle des stocks réglementés FI LOG 006, paragraphe 1.2 produits liquides stockés en Z1 et Z2. - Le GRV entreposé devant la STEP a été enlevé. Une chaine interdisant l'entreposage va être installée.

L'inspection note que ces éléments permettent de répondre partiellement au constat. Un affichage est nécessaire.

Lors de l'inspection il est constaté que les FI PROD 058 et 059 sont affichées sur les zones Z1 et Z2. Elles ne donnent pas le volume maximal admissible de produits sur chaque zone.

L'exploitant peut utilement afficher le volume maximal admissible sur les zones Z1 et Z2.

Le constat de la visite d'inspection du 12/06/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Etanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10

Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité des rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

Les capacités de rétention comme les canalisations de transport de produits dangereux et les réseaux de collecte des effluents doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des fluides qu'ils pourraient contenir. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation associés qui doivent être maintenus fermés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées par l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes.

Constats :

Constat du 12/06/2024: Le sol de l'aire de dépotage des acides est érodé. Une cuve d'acide acétique ne dispose pas de jauge de remplissage.

Réponse de l'exploitant du 06/09/2024 :

- le sol de l'aire de dépotage acide va être réparé. Délai : 30/09/24
- après vérification, les 2 cuves d'acide acétique 15 et 16 possèdent un niveau haut.

Lors de l'inspection il est constaté que des travaux ont été réalisés sur l'aire de dépotage des acides, elle ne présente plus de traces d'érosion.

L'inspection n'a pas observé la présence de la jauge de remplissage sur la seconde cuve d'acide acétique.

L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 concernant l'état de l'aire de dépotage est soldé. La présence de la jauge de remplissage de la seconde cuve d'acide acétique n'ayant pas été observé par l'inspection lors de la visite, le point de contrôle reste néanmoins ouvert.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les deux cuves d'acide acétique n°15 et 16 disposent d'une jauge de remplissage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Stockage de chlorure ferrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10

Thème(s) : Produits chimiques, Produits incompatibles-rétention non déportée

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Constats :

Constat du 12/04/2024 : Présence d'un GRV de chlorure ferrique (produit acide) sur l'aire de stockage des produits basiques.

Réponse de l'exploitant du 06/09/2024: Le GRV de chlorure ferrique a été stocké sur la zone dédiée aux acides. La FI PROD 058 Plan zone de stockage Z1 va être mise à jour. Délai : 30/10/24.

En préparation de la visite, l'exploitant a fourni la FI PROD 058 mise à jour au 1/09/2024. Celle-ci ne liste pas le chlorure ferrique. Cette substance n'aurait donc pas dû y être stockée.

Sur site l'exploitant a fourni un état des stocks de la zone Z2 dédiée aux bases. Le chlorure ferrique n'y figure pas et l'inspection n'en constate pas la présence sur le terrain (sur Z1 et Z2).

L'incompatibilité des produits stockés sur une même rétention est traité au point de contrôle suivant.

Constat : le constat de la visite d'inspection du 12/06/2024 est satisfait.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV

Thème(s) : Produits chimiques, Produits incompatibles - rétention déportée

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.

Constats :

Constat du 12/06/2024: L'égout chimique collecte deux zones de stockage séparées, l'une étant dédiée aux bases (Z1) et l'autre dédiée aux acides (Z2) vers une rétention déportée commune.

Réponse de l'exploitant 06/09/2024 : " L'analyse de risque de déversement accidentel sur les zones Z1 et Z2 est disponible. Celle-ci montre la très faible probabilité et criticité de déversement."

L'exploitant présente les FI PROD 058 et FI PROD 059 dans lesquelles se trouvent une liste des produits susceptibles d'être présents sur les zones Z1, Z2 et Z10.

Lors de la visite du 24/04/2025, l'exploitant précise que certains produits listés ne sont plus utilisés et n'est pas en capacité de justifier de la compatibilité de tous les produits effectivement stockés sur les zones Z1, Z2 et Z10 reliées à l'égout chimique faisant office de rétention commune.

Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la compatibilité de l'ensemble des acides et bases susceptibles de se trouver sur les zones de stockage Z1, Z2 et Z10 qui disposent d'une rétention déportée commune. L'exploitant met en place les actions correctives en matière de stockage et de rétention déportée en cas d'incompatibilité des produits chimiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Rétention déportée et dispositif de drainage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention déportée et dispositif de drainage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 12/06/2024 : Le caniveau qui recueille les potentielles égouttures en points bas de la zone de stockage des acides (Z2), est un peu encombré de terre.</p> <p>L'exploitant a répondu le 06/09/2024 avoir nettoyé le caniveau durant l'arrêt estival.</p> <p>L'exploitant précise que le nettoyage a été réalisé en interne.</p> <p>Cependant, sur le terrain, l'inspection constate que de la terre commence à nouveau à s'accumuler dans le caniveau. Une solution perenne pour éviter cette accumulation ou des actions spécifiques pour la surveillance et le nettoyage réguliers du caniveau sont à présenter.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 12/06/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat: L'exploitant n'a pas mis en place une action garantissant l'efficacité totale et permanente du caniveau destiné à collecter les potentielles égouttures en points bas de la zone de stockage des acides (Z2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Respect des limites de quantification
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.</p>
Constats : <p>Constat de l'inspection du 12/06/2024 : La valeur "<4µg/l" pour les AOF sur le bordereau de la campagne de novembre doit être explicitée.</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant à fourni la réponse de son laboratoire d'analyse (IA-NESCO) sur le sujet. Celui-ci précise que la limite de quantification pour l'AOF est aussi théoriquement de 2 µg/L, soit une limite de détection de 0.6 µg/L. Cependant la limite de quantification des AOF est supérieure à 2 µg/L du fait d'interférences liées à la matrice de l'échantillon nécessitant leur dilution.</p> <p>L'inspection considère que ces arguments sont recevables, l'incertitude sur la mesure étant supérieure à la limite de quantification et que compte tenu des valeurs obtenues sur les autres analyses cela n'affecte pas la conclusion d'absence de PFAS.</p> <p>Constat: l'écart relevé lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 est soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 26/05/2014 art.5:

[...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ;[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
 - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
 - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
 - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
 - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
- [...]

Arrêté préfectoral du 19/03/1999 art.3.5.13:

Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

[...]

Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Ce plan et ses modifications sont transmis à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées.

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.

L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice.

[...]

Constats :

L'inspection note que la dernière mise à jour du POI date du 29/08/2022.

Constat : Le POI du site n'est pas mis à jour annuellement et ne prend pas en compte les modifications ayant eu lieu sur le site depuis sa dernière mise à jour le 29/08/2022. De fait, il n'intègre pas les prélèvements environnementaux exigibles pour tout POI mis à jour à partir du 01/01/2023. Aussi, la mise à jour devra prendre en compte les dispositions sur les prélèvements environnementaux en

respect de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 avant le 31/12/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Mise à jour EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : AP 19/03/1999 - Article 2.1 Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation où à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet du Cher avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Constat de l'inspection du 08/09/2023: L'étude de dangers transmise par courriel du 15/09/22 n'est pas complète : absence des scénarios concernant le stockage de nitrate de potassium et des aménagements demandés par l'exploitant dans les différents porter à connaissances déposés (stockage de certains solides comburants et autres matières). Lors de l'inspection du 24/04/2025, l'exploitant précise que l'étude de danger est en cours de mise à jour en parallèle du réexamen IED. L'inspection précise que la mise à jour de l'étude de danger devra prendre en compte les modifications portées à la connaissance du préfet depuis 2021 afin que l'instruction de ces dossiers puisse être finalisée et afin de répondre à la demande de complément faite le 7 mars 2023 et permettre de se prononcer sur les modifications porter à la connaissance de l'administration par l'exploitant. Le constat de la visite d'inspection du 08/09/2023 n'est pas satisfait.

<p>Constat: L'étude de dangers transmise par courriel du 15/09/22 n'est pas complète : absence des scénarios concernant le stockage de nitrate de potassium et des aménagements demandés par l'exploitant dans les différents porter à connaissances déposés (stockage de certains solides combustibles et autres matières).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 17 : Contexte-diagnostic sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Diagnostic sécheresse</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise à jour du diagnostic, des mesures existantes et la fourniture des mesures de gestion de crise définies à l'article 2, sont envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 12/06/2024: La mise à jour du diagnostic, des mesures existantes et la fourniture des mesures de gestion de crise définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4/12/2023, n'ont pas été envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification de l'arrêté préfectoral du 4/12/2023.</p> <p>Lors de la visite du 24/04/2025, l'exploitant précise avoir cerné les attendus sur ce point de constat, néanmoins il n'a pas encore fourni les éléments.</p> <p>L'inspection prend par ailleurs bonne note des actions de réduction des consommations d'eau réalisées au cours des dernières années et présentées lors de la précédente inspection : passage de 230 m3/j en 2022 à 70 m3/semaine en 2024 (pour une consommation autorisée de 400 m3/j). L'ins-</p>

<p>pection note que cette réduction est à la fois conjoncturelle et liée à des modifications des installations. L'ensemble de ces éléments peuvent alimenter la réponse à l'arrêté préfectoral du 4/12/2023.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 12/06/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat: l'exploitant n'a pas fourni la mise à jour du diagnostic sécheresse contenant les éléments qu'il avait présenté à l'inspection lors de la visite du 12/06/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Identification et étiquetage des produits

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2018, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Etat de l'étiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate, sur le terrain en zone Z2, que les fûts contenant les déchets de produits dangereux du laboratoire d'analyse ne sont pas tous étiquetés et/ou présentent une étiquette illisible du fait de son état.</p> <p>L'inspection note cependant qu'une étiquette est introduite à l'intérieur de certains fûts.</p> <p>Constat : les fûts contenant des déchets de produits dangereux issus du laboratoire ne présentent pas d'étiquetage permettant leur identification.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois